



# Amitié Sud-Nord

Revue de l'Association pour la formation  
au développement humain

*Inventer ensemble  
un devenir commun*

JUIN 2005 N° 3 5  
TRIMESTRIEL

## Editorial

Ce numéro spécial est consacré à de larges extraits de l'intervention de Pierre Claver Damiba lors de la Rencontre de Ouahigouya, au Burkina Faso. Ayant traité à la lutte contre la pauvreté et à l'inculturation notamment, ils rejoignent les objectifs essentiels d'Asfodevh, il me semble donc très important de se partager cette réflexion.

Le parcours si riche de M. Damiba montre la prise de conscience qui a été la sienne. Il a en effet occupé pendant longtemps des postes de responsabilité dans des organismes internationaux, créant sur le continent africain des institutions économiques, et il est maintenant tout à fait acquis à des stratégies de type micro-économique telles que le micro-crédit pour le développement de l'Afrique. Cela ne signifie pas que les institutions sont inutiles, mais cela révèle qu'il n'y a pas de développement sans l'engagement de l'homme, de la femme, devenant responsables et artisans du développement. De celui de leur famille, de leur communauté, de leur environnement. Et Asfodevh - Pierre Claver Damiba y adhère totalement - croit que ce développement ne peut se faire sans le développement de la personne elle-même, ce qui implique une formation à partir des situations concrètes, à partir de l'action des personnes et des communautés.

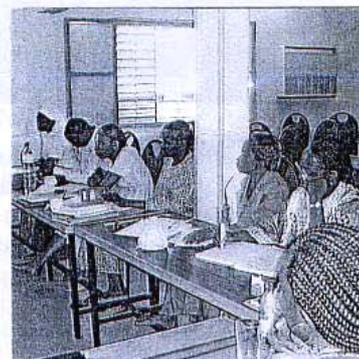
Merci à Pierre Claver Damiba de l'accompagnement précieux qu'il nous offre. Et bonne lecture !

Elisabeth Bourel, Présidente

## EN AFRIQUE, LA MICRO-FINANCE PREND SON ESSOR

*Une nouvelle chance pour le développement ?*

« Depuis le début des années 1990 on assiste, dans le secteur financier, à une diversification marquée et à un véritable champignonnage des offreurs de produits financiers pour répondre à une demande croissante des ménages ruraux et des micro entrepreneurs.



La pénétration et les diversifications soutenues des transactions de micro-finance et l'engouement grandissant pour leurs opérations dans les économies et les sociétés africaines suggèrent, à la vérité, *un changement d'orientation du développement.*

Ce changement s'analyse comme le passage d'un processus de croissance à *haute intensité de capital* à un mode d'opérations de développement à *haute intensité humaine.*

Le premier privilège de grandes immobilisations techniques et physiques dans des programmes, des projets et des entreprises de grande taille pour assurer la croissance matérielle, l'accroissement et l'accumulation de la richesse.

Le second recherche la formation du capital social à la base, le renforcement des capacités individuelles d'encadrement et de gestion dans de petites entreprises ou des communautés avec le souci de réduire la pauvreté collective.

Un tel changement a pris de l'ampleur, depuis les années 1980. Il aura largement influencé les modes d'intervention et de financement des opérations de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud.

### *Un instrument de lutte contre la pauvreté ?*

Au début de l'âge du développement, aux environs des années 1980, la croissance [autrement dit l'enrichissement] analysée comme un processus d'accumulation du capital, était perçue comme la source principale ou l'indicateur macroéconomique infaillible du développement. Elle était considérée comme le résultat direct de l'utilisation de l'épargne accumulée.

En l'absence d'épargne ou quand celle-ci était faible, le résultat direct serait la pauvreté qui se perpétuerait en des cercles vicieux. En conséquence, il était considéré que les apports de l'Aide Publique au Développement (APD) réduiraient le déficit de l'épargne locale et génèreraient, ainsi, le développement des pays pauvres.

## Sommaire

### Page 1

Editorial

En Afrique, la micro-finance prend son essor

### Pages 2 et 3

En Afrique, la micro-finance (suite de la page 1)

Pierre Claver Damiba : portrait

Le devoir d'inculturation :

savoir domestiquer l'argent

### Page 4

Avec Asfodevh : agir

Trois niveaux d'intervention possible

Exemples de soutiens

Compétences spécifiques

Suite page 2

## EN AFRIQUE, LA MICRO-FINANCE PREND SON ESSOR (Suite de la page 1)

### Qui est Pierre Claver Damiba ?



Pierre Claver Damiba est consultant international burkinabè. Après des études universitaires en droit et en sciences économiques et l'obtention d'un diplôme de spécialisation en Banque de développement et en Comptabilité nationale, son parcours professionnel l'a amené notamment de la direction du PNUD régional pour le Sud du Sahara pendant huit ans à Washington à la Banque Mondiale pendant trois ans, à Lomé pendant six ans pour lancer la BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement) dont il fut le premier Président exécutif, puis à Ouagadougou comme premier Directeur exécutif chargé du lancement de la Caisse Nationale de Dépôts et d'Investissements (CNDI) pendant trois ans, pour ensuite devenir Ministre du Plan et des Travaux Publics du Burkina Faso pendant six ans.

M. Damiba a publié de nombreux écrits concernant entre autres, la coopération technique, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, la microfinance, ... Spécialiste de l'élaboration et de l'évaluation de stratégies, il a ainsi contribué récemment à l'étude nationale prospective "Burkina 2025" en tant que Conseiller Principal.

« Cette approche, sans doute logiquement soutenable, demeurait cependant étroite, simplifiée et trop mécanique. En effet, l'expérience empirique de 40 ans de développement en Afrique au Sud du Sahara suggère, par contre, que le succès dans le développement national n'est pas fonction de la seule épargne, que les aspects financiers ne se réduisent pas non plus au simple capital et aux seules banques.

En effet, l'aide publique et les capitaux des banques multilatérales et des agences bilatérales de financement affectés à de grands projets, par manque ou insuffisance d'épargne domestique, n'ont pas réussi à induire ni à provoquer, dans des délais prévus, les transformations programmées de l'économie traditionnelle, ni à générer la croissance attendue et assurer un développement soutenu et réduire la pauvreté, particulièrement en Afrique au Sud du Sahara.

Par contre, les indicateurs du dualisme, du chômage, de l'urbanisation sauvage, de la pauvreté de masse, etc. se sont renforcés dans la plupart de ces pays. La faiblesse des revenus, les bas niveaux d'éducation, les mauvaises conditions sanitaires, etc. ont contribué au renforcement du déficit en capital social.

Les acteurs et partenaires du développement ont été ainsi conduits à porter leur attention de manière toute spéciale, sur les pauvres comme groupes cibles que la croissance devrait désormais servir en priorité et par rapport auxquels il était indispensable de créer des emplois, de promouvoir des activités génératrices de revenus, d'offrir des facilités d'accès aux services d'éducation, de santé, d'eau, de participation aux décisions, etc.

Le consensus par rapport aux priorités d'un développement durable devint l'éradication de la pauvreté et la formation du capital social. L'agriculture et les secteurs sociaux (éducation et santé) formèrent un tandem, cible prioritaire des stratégies du développement pour vaincre la pauvreté. Au lieu et place des programmes d'ajustement structurel, des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté ont été établies qui servent désormais de cadre de référence pour les pays et leur partenaires ».

## LE DEVOIR D'INCULTURATION : SAVOIR DOMESTIQUER L'ARGENT

*« Il est important et éthiquement impératif de fixer des balises, pour domestiquer l'argent dans la lutte pour vaincre la pauvreté. L'argent ne devra pas être un maître qui exclut des économies et des sociétés africaines les systèmes de régulation par les « dons et les contre dons » dans le cadre de solidarités vivantes...*

*Je partage avec de nombreux intellectuels africains le point de vue que le principe d'inculturation fondamentale de l'Afrique, ce qui lui donnera et lui maintiendra sa singularité est le fait que le lien prime sur le bien, que l'économie, fille de l'écologie, est avant tout une économie des liens sociaux avant d'être celle des biens sociaux (1).*

C'est cette culture du lien social qui crée, en Afrique, un sentiment de sécurité humaine et qui peut servir de guide à une construction sociale moderne et spécifique où les acteurs de la société civile, les opérateurs économiques et les décideurs africains se retrouveraient sans doute plus à l'aise culturellement et deviendraient sans doute aussi économiquement plus performants.

D'une manière résumée, le primat des liens sociaux sur les biens sociaux dans les cultures africaines et burkinabè, c'est-à-dire celui des solidarités sur les égoïsmes privatifs, peut s'énoncer comme suit :

- Le sens de toute activité économique réside dans la recherche de mode d'épanouissement collectif et se mesure par l'enrichissement social procuré ;
- Les seules richesses valables sont celles qui sont partagées avec le groupe, à commencer par la famille élargie ;
- La reconnaissance du lien intime entre les éléments de l'univers conduit à induire du respect pour tout homme et pour la vie ainsi qu'à développer un sens aigu de la nature ;
- Les dons et les contre-dons sont autant d'expression des solidarités manifestées à l'occasion des mariages, des funérailles, des cultures de champs, etc.

Au demeurant, le primat du lien social ne rejoint-il pas cette réalité naturelle qu'aucune forme sociale ne peut exister sans la mise en commun de quelque chose et la sauvegarde du lien social ainsi créé ? L'entreprise privée est-elle autre chose que le lieu d'expression de la sociabilité et d'investissement de l'énergie sociale ?

«La conception de la pauvreté a évolué dans le temps et varie énormément d'une culture à l'autre. Les critères utilisés pour distinguer entre pauvres et non pauvres sont généralement le reflet des priorités et des conceptions normatives du bien-être social et du droit propres à chaque pays. En général, à mesure qu'ils deviennent plus riches, les pays conçoivent différemment le niveau minimum de consommation acceptable, qui est le seuil de pauvreté.

Banque mondiale

L'énoncé et le recours à ce principe ne répondent pas à des nostalgies passées. En effet, céder aux tentations passées, sous couvert de défense de la *personnalité africaine* ou de la mise en œuvre de *socialismes africains*, a pu conduire à des dérives, par exemple, à :

- des fondamentalismes despotiques (ainsi de la "vision d'authenticité" de Mobutu au Zaïre) ;
- des erreurs de politique qui approfondissent la pauvreté (ainsi de la "vision du socialisme africain" en Tanzanie) ;
- des inversions de priorités sociales où le principe du "politique d'abord" relègue l'économique aux oubliettes au point de laisser le pays en friche et de pénaliser des générations entières (ainsi des dérives de la mal-gouvernance du Parti-Etat de la Guinée du visionnaire Sékou Touré)
- des manifestations d'exception culturelle s'exprimant par « nous, nous sommes très différents, nous sommes les meilleurs et donc incompris » ; des dérives portées par de

telles consciences chez les Tutsis et les Hutus des Grands Lacs ont montré, jusqu'au tragique, les dangers.

La faillite de ces tentatives d'inculturation (ou de contextualisation locale) de la gouvernance politique suggère que celles-ci sont demeurées sans doute au niveau du *champ de l'idéologie* qui prévalait, en cette période de la guerre froide et des luttes entre les systèmes communiste et capitaliste.

Elles ont failli, paradoxalement, en raison de leur fragilité locale et de leur fort contenu d'imitation extérieure : le Parti-Etat guinéen fut à l'image du stalinisme, le socialisme africain tanzanien à l'image des socialismes scandinaves, l'authenticité zaïroise s'est vite réduite à des noms et prénoms locaux et à des vêtements (dit "abacos" = à bas le costume). L'enfouissement identitaire finit par des étouffements collectifs qui explosent en guerres civiles sous l'idéologie raciste de la *purification ethnique*.

Ce constat indique jusqu'à quel point les influences extérieures peuvent réussir à gangrener des initiatives locales et des volontés d'inculturation ; elles sont récupérées et neutralisées, sans doute par les mains invisibles baptisées "d'impérialistes ou de néocolonialistes invétérés", mais elles sont surtout mises à mal par les *effets déstructurants de l'intégration objective* des sociétés africaines et de leurs économies dans le système économique capitaliste.

«La pauvreté n'est pas uniquement un manque d'argent. Il s'agit fondamentalement du contrôle de chacun sur sa destinée. La question n'est pas de mettre de l'argent dans les mains des pauvres mais de créer un espace pour permettre aux individus de faire valoir leurs droits, de sentir que leur dignité est reconnue et de pouvoir agir en tant qu'agent historique désireux et capable de décider de leur avenir ainsi que de l'avenir de notre humanité commune ».

Mamphela Ramphele

Ce qui est déstructuré progressivement, c'est précisément le squelette structurant le corps social africain, ce "**lien qui prime sur le bien**" dans les constructions sociales africaines. Ainsi, la cause systémique du retard et de la pauvreté de l'Afrique ne saurait être sous-estimée.

En effet, la détérioration et les ruptures des liens ancestraux avec la terre et au sein de la société par soumission et démission face au calcul économique est génératrice du plus "extrême péril". En cas de crise, le repli sécuritaire sur l'autosubsistance villageoise devient aléatoire, voire impossible, par perte des savoir-faire locaux ».

(1) Point de vue soutenu par de nombreux auteurs, historiens, économistes, politologues de l'Afrique, tels que Joseph Ki-Zerbo, Elikia M'Bokolo, Samir Amin, Georges Balandier, Anne-Cécile Robert, Serge Latouche, François Partant, etc.

## AVEC ASFODEVH : AGIR

### Trois niveaux d'intervention possibles :

**L'autofinancement**, c'est-à-dire la contribution des membres eux-mêmes : il est essentiel. Il peut prendre une forme monétaire (cotisation régulière, exceptionnelle, liée à un projet, etc.) ou consister en temps consacré aux activités de l'association, ou encore en nature : mise à disposition de moyens propres pour des activités de l'association... L'Association, Cellule ou Section locale peut aussi lancer ses propres Activités Génératrices de Revenus (AGR) ? Jusqu'à quel seuil d'autonomie, des ressources internes mobilisées au sein de l'équipe ou de l'association ont-elles pu la conduire ? Comment aller plus loin ?

**La recherche de Ressources "internes"** mobilisables dans le pays : auprès d'instances du gouvernement, de communes ou régions, d'ONG locales sœurs ? Repérer les projets nationaux ou locaux dont les objectifs rejoignent ceux de l'association, les stratégies annoncées par ceux qui prennent les décisions et dans lesquelles il serait possible d'inscrire l'action de l'association... Quelle action a été tentée dans ce domaine ? Quelles leçons en tirer pour le futur ?

**La mobilisation de Ressources "externes"** c'est-à-dire disponibles auprès d'agences extérieures de financement bilatéral ou multilatéral : ces agences peuvent disposer de ressources déjà consenties à des projets proches de l'action de l'association ou mettre à disposition des fonds qui opèrent localement... Il peut s'agir aussi de négocier des ressources auprès d'agences localisées dans des pays développés. Là encore, quel bilan de l'action entreprise ? Quelles leçons ? Que faire dans l'avenir ?

### Exemples de soutiens financiers obtenus ...

	1996	Pour le Séminaire de Goundi Burkina Faso	Subvention de Terre des Hommes Allemagne
	1997	Pour le Séminaire de Porto Novo Bénin	Subvention obtenue par la Cellule Bénin
	2001	Pour l'AG et le Séminaire de Bobo Dioulasso	Subvention obtenue par la Cellule Burkina
	2002	Travail sur l'accompagnement	Subvention obtenue du Ministère français des Affaires étrangères
	2003	Pour l'AG et le Séminaire de Niamey-Siloë	Subvention obtenue par la Cellule Niger

**Dernière nouvelle :** La section locale "Asfodevh Vence-et-Tourrettes" obtient un soutien financier du "KIWANIS", Association internationale animée des mêmes valeurs qu'Asfodevh et implantée dans 78 pays.

Le Club local "Kiwani Antibes" soutient l'action entreprise par Asfodevh pour renforcer les capacités éducatives des jardins d'enfants de Ségou, au Mali, en coopération avec la Section locale "Asfodevh Ségou". (voir photo)

### Des compétences spécifiques pour ASFODEVH

La mise en commun des expériences dans la mobilisation des ressources devrait conduire Asfodevh à s'interroger sur ses domaines de compétences pour mieux répondre aux besoins des personnes qu'elle touche. Ces domaines pourraient se situer dans l'accompagnement des associations ou groupes, dans leurs constitution et organisation, conformément aux législations locales en vigueur

- dans des formations par rapport aux exigences et conditions de la vie associative ;
- dans le montage de dossiers de financement ;
- dans la gestion et le suivi des activités génératrices de revenus.

Quelles exigences de formation seraient alors nécessaires pour pouvoir assurer de telles prestations ?

**RAPPEL : 15 octobre 2005**  
**Journée ASFODEVH-FRANCE**

ASFODEVH - 9 bis, rue Jean de la Bruyère - 78000 Versailles  
Tél. : (33) 01 45 54 24 71 - Fax : (33) 01 39 66 08 09  
E-mail : asfo.reso@wanadoo.fr - Site : <http://site.voila.fr/Asfodevh>